

19 juillet 2014

Le développement doit passer avant la facilitation du commerce à l'OMC

Chers ministres du commerce et ambassadeurs à l'OMC,

Nous vous écrivons pour exhorter les membres de l'OMC à conditionner l'entrée en vigueur de l'accord sur la facilitation du commerce (AFC) à la conclusion et la réalisation du mandat de développement des négociations de Doha.

En tant que membres de 172* organisations de la société civile et les syndicats de plus de 150 pays du Nord et Sud globaux, nous plaidons depuis longtemps pour un cadre commercial global durable et socialement juste. Depuis la création de l'OMC, les pays en développement ont fait des propositions positives pour améliorer les règles du système commercial global en faveur du développement. Malheureusement, depuis le lancement du cycle de Doha, nous assistons aux tentatives, souvent couronnées de succès, des pays développés d'éliminer des propositions pro-développement essentielles, présentées par des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), au profit de demandes d'accès au marché qui bénéficient aux entreprises exportatrices et importatrices des pays développés.

Les résultats de la 9ème conférence ministérielle de l'OMC à Bali étaient tout aussi déséquilibrés. Les questions urgentes pour les pays en développement, comme la proposition du G33 de permettre aux pays en développement d'investir dans la sécurité alimentaire, ont été mises de côté et les propositions des PMA ont été acceptées seulement comme « bonnes intentions ». Par contre, l'agenda des pays développés, reflétée dans l'accord sur la facilitation du commerce (AFC), a été adopté avec des règles contraignantes qui ont des [conséquences importantes en termes de régulation, de capital et de coûts](#) et qui pourraient détourner des ressources limitées de besoins de développement prioritaire, tels que la santé, l'éducation et les investissements dans les infrastructures domestiques dans les PMA et les pays en développement. En même temps, il y a eu un manque d'engagements contraignants de la part des pays développés en termes de contributions financières concrètes, additionnelles et à long terme, pour soutenir la mise en œuvre de cet accord, bien que cela ait été promis dès le lancement des négociations sur la facilitation du commerce. Ainsi, s'il entre en vigueur comme accord isolé, indépendamment des autres questions importantes pour les pays en développement et les PMA, l'AFC déséquilibrera encore plus les règles commerciales de l'OMC en faveur des pays développés et de leurs multinationales.

Les pays en développement et les membres PMA de l'OMC ont raison de demander que l'AFC n'entre en vigueur qu'après la réalisation de l'engagement unique dans le cas du programme de travail de Doha et notamment de son mandat de développement. Il faut se rappeler que les pays en développement n'ont accepté de lancer le cycle de Doha qu'à condition que le développement soit au centre du mandat. Ce serait inconscient que les demandes de libéralisation des pays développés constituent une « moisson précoce » aux dépens de la conclusion de règles contraignantes sur la sécurité alimentaire, les questions des PMA et d'autres propositions urgentes pro-développement qui requièrent l'attention pleine et immédiate des membres de l'OMC.

Les pays en développement et les PMA ont fait des propositions concrètes sur le mandat de développement, y compris les questions de mise en œuvre, le renforcement et l'opérationnalisation du traitement spécial et différencié (TSD) et l'agriculture et c'est à ces

questions qu'il faut donner de nouveau la priorité dans l'agenda. En particulier, [les règles agricoles](#) doivent être changées pour garantir aux pays en développement l'espace politique nécessaire pour investir dans une augmentation de la production agricole, notamment chez les petits paysans, pour atteindre la sécurité alimentaire. Beaucoup de ces propositions sont semblables à celles émises par la société civile pour transformer le régime commercial actuel et qui sont détaillées dans la [déclaration sur le changement de cap](#) signée par des centaines d'organisation qui travaillent dans le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS). Nous exhortons donc les membres de l'OMC à conditionner l'entrée en vigueur de l'AFC à la conclusion et la réalisation du mandat de développement et aux négociations ultérieures nécessaires pour transformer le régime commercial global.

De plus, nous avons été très déçus par l'attitude pressante du nouveau directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, dans ses interventions sur l'AFC, notamment son discours devant le Comité sur les négociations commerciales du 25 juin 2014. Nous exhortons vivement les membres de l'OMC à assurer un fonctionnement adéquat du secrétariat de l'OMC pour respecter la caractéristique de cette organisation, qui devrait être « pilotée par les membres. »

* La version originale envoyé le 18 Juillet inclus 156 signataires.

Cordialement,

Organisations internationales et regionales et réseaux

1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)	AFRODAD aspires for equitable and sustainable development leading to a prosperous Africa. It contribute towards influencing policy change that redress and avert Africa's debt and development challenges based on a human rights value system
3	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members.
4	Association for Women's Rights in Development (AWID)	AWID is an international, feminist, membership organization committed to achieving gender equality, sustainable development and women's human rights. AWID members are researchers, academics, students, educators, activists, business people, policy-makers, development practitioners, funders, and more.
5	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).

6	LDC Watch-Africa	LDC WATCH-AFRICA LDC WATCH est le réseau international des organisations de la société civile et des mouvements sociaux des pays les moins avancés (PMA) dont l'objectif est de faire entendre la voix des populations de ces pays au niveau international, au sein des Nations-Unies et dans les organisations internationales afin de faire respecter les engagements en faveur de ces populations contenus dans les programmes d'action pour les PMA.
7	Pacific Network on Globalization (PANG)	PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to:1) Accountability and transparency in economic and trade policy processes, 2) Poverty eradication, 3) Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact) and 4) Food sovereignty and environmental sustainability.
8	Plataforma Interamericana de Derechos humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16 países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Haití, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela.
9	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.
10	Social Watch	Social Watch is an international network of citizens' organizations struggling to eradicate poverty and the causes of poverty, to ensure an equitable distribution of wealth and the realization of human rights. Social Watch is committed to social, economic and gender justice, and emphasizes the right of all people not to be poor.
11	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization.
12	Third World Network (TWN)	Third World Network (TWN) is an independent non-profit international network of organisations and individuals involved in issues relating to development, developing countries and North-South affairs.

Organisations nationales

13	Confederación de Trabajadores Municipales (CTM)	Argentina
14	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
15	Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
16	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
17	New South Wales Nurses and Midwives' Association	Australia
18	Australian Services Union (ASU)	Australia
19	Informationsgruppe Lateinamerika – IGLA	Austria
20	Civil Society Bahamas	Bahamas
21	Bahrain Transparency Society	Bahrain
22	Equity and Justice Working Group Bangladesh (EquityBD)	Bangladesh
23	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
24	Center for Participatory Research and Development (CPRD)	Bangladesh
25	PGCB Sramik Karmachari Union (PGCBSKU)	Bangladesh
26	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
27	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
28	Dynamique OSCAF (Organisations de la Société Civile d'Afrique Francophone)	Benin Republic
29	Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCIB)	Benin Republic
30	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin Republic
31	Agence Afrique Performance (AfriPerf)	Benin Republic
32	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
33	Rede Brasileira Pela Integração dos Povos (REBRIP)	Brazil
34	Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	Burkina Faso
35	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE)	Burkina Faso
36	Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
37	Independent Civil-Servants Association (CICA)	Cambodia
38	Conseil des ONG Agrées du Cameroun (CONGAC)	Cameroon
39	Africa Development Interchange Network (ADIN)	Cameroon
40	The National Union of Public and General Employees	Canada
41	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec	Canada
42	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA)	Cape Verde
43	Conseil Inter ONG En Centrafrique (CIONGCA)	Central African Rep.
44	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
45	Asociacion Ambiente y Sociedad	Colombia
46	Central Unitaria de Trabajadores (CUT)	Colombia
47	La Asociación de Servidores Públicos Departamentales y Municipales	Colombia
48	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD)	Congo

49	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
50	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba
51	Conseil National des ONG de Développement (CNONGD)	D.R. Congo
52	Kalingo Carib Council	Dominica
53	Alianza ONG	Dominican Republic
54	Egyptian Center for Economic and Social Rights	Egypt
55	Red De Accion Ciudadana Frente Al Libre Comercio E Inversion Sinti Techan	El Salvador
56	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
57	Cotonou Task Force	Ethiopia
58	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
59	Solidarité	France
60	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
61	Worldview	Gambia
62	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
63	Public Services Workers' Union of TUC	Ghana
64	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
65	Federation de Femmes Entrepreneurs et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	Guinea
66	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea-Bissau
67	Women Across Differences (WAD)	Guyana
68	Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
69	Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haiti
70	CNS Vote For Health campaign	India
71	Asha Parivar	India
72	National Alliance of People's Movements (NAPM)	India
73	All India Union of Forest Working People (AIUFWP)	India
74	All India National Life Insurance Employees Federation (AINLIEF)	India
75	Right to Food Campaign	India
76	Institute for Global Justice (IGJ)	Indonesia
77	SP PDAM (Unions Regional Water Company Jakarta)	Indonesia
78	Union of Engineering and Technical Professions South Electricity Sector (UETPSES)	Iraq
79	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL)	Italy
80	FairWatch	Italy
81	Alliance Pour la Reconstruction et le Developpement Post-Conflict (ARDPC)	Ivory Coast
82	Jamaica Civil Service Association	Jamaica

83	Lawyers' for Defending Human Right Society	Jordan
84	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
85	National Council of NGOs	Kenya
86	Economic News Africa (Econews Africa)	Kenya
87	Union of Kenya Civil Servants	Kenya
88	Kenya Union Of Commercial Food And Allied Workers (KUKFAW)	Kenya
89	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
90	Syndicate of Kadischa	Lebanon
91	la syndicat des ouvriers et d'employer de l'établissement des eaux de Liban nord	Lebanon
92	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
93	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
94	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
95	West African Women Association (WAWA)	Liberia
96	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
97	Malawi Economic Justice Network	Malawi
98	Amalgamated Union of Employees in Government Clerical and Allied Services (AUEGCAS)	Malaysia
99	Appui Solidaire Pour Le Renforcement De L'aide Au Developpement (ASRAD)	Mali
100	Foundation pour le Developpement au Sahel (FDS)	Mali
101	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
102	Association pour le developpement et de la promotion des droits humains	Mauritania
103	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
104	Unión Popular Valle Gómez	Mexico
105	Grupo Tacuba	Mexico
106	Asesoría e Investigación	Mexico
107	Jóvenes frente al G20	Mexico
108	Foro Social México Global	Mexico
109	Red Nacional Genero Y Economia	Mexico
110	Asociación Nacional de Industriales de Transformación	Mexico
111	Centro de Estudios Sociales y Culturales	Mexico
112	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
113	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
114	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
115	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
116	Union of Public Services in Nepal (UPSIN)	Nepal
117	All Nepal Peasants Federation	Nepal
118	Nepal Film Workers Union	Nepal

119	Abvakabo FNV	Netherlands
120	Platform Aarde Boer Consument	Netherlands
121	National du Réseau des Ong de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
122	Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
123	Nigeria Civil Service Union	Nigeria
124	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
125	Nigerian Union of Local Government Employees	Nigeria
126	Amalgamated Union (AUPCTRE) Affiliate of Nigeria Labour Congress	Nigeria
127	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
128	Baluchistan Rural Development & Research Society (BRDRS)	Pakistan
129	Public Sector Employees Federation of Pakistan (PSEFP)	Pakistan
130	Federación Nacional de Asociaciones y Organizaciones de Empleados Públicos (FENASEP)	Panama
131	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
132	Federación Nacional de Trabajadores del Agua Potable del Perú FENTAP	Peru
133	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
134	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
135	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
136	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé and Príncipe
137	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
138	ARCADE	Sénégal
139	Forum Africain des Alternatives	Sénégal
140	Panafricaine pour l'Education au Développement durable	Sénégal
141	Forum social sénégalais (FSS)	Sénégal
142	Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles - (LUNGOS)	Seychelles
143	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
144	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
145	Congress of South African Trade Union (COSATU)	South Africa
146	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
147	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC)	Spain
148	Confederation of Public Services Independent Trade Unions	Sri Lanka
149	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (ICAR)	St. Lucia

150	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent and the Grenadines
151	Stichting Projekta	Suriname
152	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
153	Berne Declaration	Switzerland
154	Governance Links Tanzania	Tanzania
155	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
156	The Asia Foundation	Timor-Leste
157	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
158	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
159	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad & Tobago
160	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
161	Centre for Health Human Rights and Development (CEHURD)	Uganda
162	Consumer Education Trust	Uganda
163	World Development Movement	United Kingdom
164	National Justice and Peace Network	United Kingdom
165	Central America Women's Network (CAWN)	United Kingdom
166	Trade Justice Movement	United Kingdom
167	American Federation of Teachers	United States
168	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
169	Aljawf Women Organization For Development	Yemen
170	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF) Zambia	Zambia
171	Zambia Council for Social Development	Zambia
172	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe